



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
Prolongation/réallocation budgétaire d'un projet PRF
sans impact sur le coût global

<p>Titre du projet : Appui au renforcement de la confiance, la coexistence et à la stabilisation sécuritaire pour des élections apaisées en Côte d'Ivoire</p>	<p>Entités récipiendaires de l'ONU (RUNO) PNUD / ONUFEMMES/ UNESCO</p>
<p>Personne à contacter concernant le projet : M. Luc Gregoire, Directeur Pays, Adresse: 01 BP 1747 Abidjan 01 Téléphone: +225-20317400 E-mail: luc.gregoire@undp.org</p>	<p>Partenaires d'exécution – nom et type de partenaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement : Ministères (Défense, Intérieur, Plan, Solidarité, Jeunesse, Education et Formation professionnelle), Secrétariat-CNS, PNCS, Police nationale, Gendarmerie, FACI) - ONGs nationales et internationales - UNFPA, UNICEF.
<p>Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (MPTF) : CIV 10-00095602</p>	<p>Site du projet : District d'Abidjan et les Zones ci-après du plan prioritaire : Zone 1 : Centre-ouest (Divo/Gagnoa/Vavoua) ; Zone 2 : Ouest (Duékoué/Bloléquin/Guiglo/Zouan-Hounien) Zone 3: Centre-et Nord-est (Bouaké/Bocanda/Bouna)</p>
<p>Description du projet : Cette initiative conjointe du gouvernement avec l'appui des agences du SNU et des partenaires nationaux vise à contribuer au renforcement de la confiance et de la coexistence pacifique pour des élections apaisées en Côte d'Ivoire. Les objectifs spécifiques visés sont : (i) Renforcer la confiance entre la population et les forces de défense et de sécurité à travers les formations et l'instauration d'un cadre permanent d'échanges entre les populations et ces acteurs pour une RSS décentralisée, (ii) Appuyer la définition du cadre stratégique pour la mise en œuvre des recommandations de la CDVR validées par la mise à disposition auprès du gouvernement d'une assistance technique pour les aider à réfléchir sur les stratégies de mise en œuvre des recommandations, (iii) Transformer en « agent de paix et de cohésion », les partis politiques, les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes et les médias pour que le processus électoral se déroule de</p>	<p>Budget PBF : 5,000,000 USD</p> <p>Contributions hors PBF : 0</p> <p>Budget total du projet : 5,000,000 USD</p> <hr/> <p>Date de démarrage du projet : 15 juin 2015 Date initiale d'achèvement du projet : 31 décembre 2017 Nouvelle date d'achèvement (le cas échéant): 30 juin 2018</p>

façon participative, démocratique, inclusive et sans violence. Ceci à travers les plateformes de dialogue et d'échange avec la société civile, les femmes, la jeunesse, les médias et les structures étatiques. Ainsi que des formations et sensibilisations.	
<p>« Score » d'égalité entre les sexes (« Gender Marker »): <u> 2 </u></p> <p>Les principales activités déclinées dans le cadre du projet prennent en compte les questions du genre gardant à l'esprit l'indispensable et nécessaire contribution des femmes pour des élections apaisées surtout dans un contexte de consolidation de la paix comme celui de la Côte d'Ivoire.</p>	
<p>Résultats du projet : Les résultats attendus dans le cadre du présent projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La confiance au sein des forces de défense et de sécurité, d'une part et la confiance des populations à l'égard des forces de défense et de sécurité d'autre part, est renforcée pour des élections apaisées et sécurisées ; - La confiance entre les populations, en particulier les victimes de la crise post-électorale et les institutions nationales est renforcée à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre stratégique pour la cohésion sociale et la mise en œuvre des recommandations de la CDVR validées ; - Les partis politiques, les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes et les médias contribuent activement à travers les plateformes de dialogue en qualité « d'agents de paix et de cohésion » à assurer un processus électoral démocratique, inclusif et sans violence. 	
<p>Domaine de résultat du Fonds² résumant au mieux l'objectif du projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Appuyer la mise en œuvre des accords de paix et le dialogue politique (Priorité 1) 2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) 	

¹ PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

² Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien à la mise en application des traités de paix et au dialogue politique (Priorité 1) :
 - (1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
 - (2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
 - (3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.
- 4) (Re)-mise en place des services administratifs essentiels (Priorité 4).
 - (4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'État/ administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat du Fonds).

PRF – PROLONGATION/RÉALLOCATION BUDGÉTAIRE D'UN PROJET PRF
SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL

FORMULAIRE 3.5

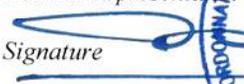
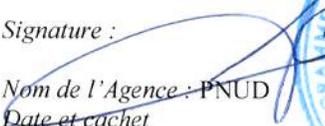
(Pour les projets financés par le PRF)*	
<p>Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUSO) <i>(un espace de signature par RUSO)</i></p> <p>Nom du Représentant : Mbaye Babacar Cisse</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'Agence : RR/RCHG/DSRSC</p> <p>Date et cachet</p>	<p>Représentant des autorités nationales</p> <p>Nom du Représentant du gouvernement partenaire : Madame KABA Niale</p> <p>Signature : </p> <p>Titre : Ministre du Plan et du Développement</p> <p>Date et cachet</p>
<p>Nom du Représentant du PNUD : Luc Grégoire</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'Agence : PNUD</p> <p>Date et cachet</p>	<p>Nom du Représentant de l'UNESCO : Ido Yao</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'Agence : UNESCO</p> <p>Date et cachet</p>
<p>Nom du Représentant d'ONUFEMMES : Awa Seck</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'Agence : ONUFEMMES</p> <p>Date et cachet</p>	

Table des matières

- **Cause des changements apportés au projet et justification**
 - **Nature du changement et justification**

- **Impact budgétaire**
 - **Révision du budget**

I. Cause des changements apportés au projet et justification

a. Nature des changements et justification :

Le projet a contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire à travers, entre autres, le dialogue socio-sécuritaire initiés et les cadres permanents d'échanges (Comités Civilo-militaires - CCM) mis en place ; ce qui a favorisé et renforcé la confiance entre la population et les forces de défense et de sécurité (FDS). L'étroite collaboration entre les populations et les FDS au sein des CCM a permis de prévenir de nombreux conflits communautaires notamment dans des localités (Divo, Gagnoa et Bouaké) identifiées comme sensibles au cours des élections législatives de décembre 2016. Cependant, ces interventions n'ont pu se dérouler à terme selon le calendrier prédéfini, compte tenu des difficultés de mobilisation des parties prenantes et les récents mouvements d'humeur (janvier et mai 2017) au sein des forces de défense et de sécurité. Des retards ont été enregistrés dans l'achèvement des sessions de dialogue socio-sécuritaire et l'opérationnalisation des CCM mis en place dans les zones cibles du projet. En outre, le temps écoulé pour la finalisation du projet après l'approbation du Plan Prioritaire, (environ six mois après la validation du plan prioritaire) a eu un impact au niveau de la réalisation de certaines activités du projet.

Dans le domaine du renforcement de la confiance sociale et le soutien au processus d'assistance et de réparation des victimes de la crise post-électorale, le projet a également accompagné les institutions nationales notamment le Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité (MFPE) dans l'organisation des consultations communautaires et l'élaboration d'un plan de réparations. La validation de ces plans avec l'ensemble des parties prenantes et leur mise en œuvre effective ont connu également du retard en raison de la relative complexité et de la sensibilité du processus ayant nécessité des délais plus longs. L'assistance technique apportée à la CONARIV et au MFPE pour la conduite des opérations de réparation des victimes et les consultations communautaires dans 18 localités (Bangolo, Duékoué, Bouaké, Béoumi, Sakassou Tabou, Sassandra, San-Pedro, Gagnoa, Daloa, Vavoua, Monokozohi, Attecoubé, Yopougon, Abobo, Korhogo, Boundiali et Odienné) a favorisé le renforcement de la confiance des victimes de la crise post-électorale envers les institutions nationales en charge du processus d'assistance ; ces initiatives ayant contribué à renforcer la cohésion sociale. Cependant, les difficultés de mobilisation des parties prenantes et les multiples changements d'acteurs et d'interlocuteurs au niveau des partenaires nationaux ont aussi affecté la réalisation de ces activités.

Il convient de noter par ailleurs que ces retards ont eu un impact sur l'exécution du budget du projet qui enregistre 88,42 % de taux d'exécution au 20 septembre 2017, sur un budget total de \$US 4,500,000 du PNUD. Les autres agences ayant entièrement consommé leurs ressources.

Agence SNU	Montant planifié \$US	Montant engagé \$US	Taux d'exécution Budget
PNUD	4,500,000	3,979,068	88,42%
UNESCO	300,000	300,000	100%
ONUFEMMES	200,000	200,000	100%
Total	5,000,000	4,479,068	89,58%

La présente demande d'extension sans coût est formulée afin d'achever et consolider les activités

ci-dessous déclinées :

1. Renforcer l'implication des jeunes, des femmes et des acteurs locaux dans la mise en œuvre de la RSS au niveau local à travers des ateliers de formation et des forums de sensibilisations dans les zones encore sensible du Centre (Bouaké) et du District d'Abidjan) et au sein des 18 CCM mis en place dans le cadre du projet;
2. Initier des dialogues socio-sécuritaires dans les localités non encore couvertes (Vavoua, Duékoué, Bocanda, Abidjan) et appuyer l'opérationnalisation des CCM mis en place dans les 18 localités du projet afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de renforcement de la confiance au niveau local ;
3. Poursuivre et achever la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sécuritaires dans les zones de Vavoua, Gagnoa, Abidjan afin de contribuer à l'amélioration des services rendus aux femmes, jeunes et aux populations par les acteurs de sécurité;
4. Accompagner le Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité en matière de justice transitionnelle à travers la validation et la mise en œuvre de son plan de réparations communautaires; et
5. Réaliser l'évaluation finale du projet.

II. Impact budgétaire

a. Révision du budget

Cette demande d'extension est sans coût et donc n'aura aucun impact au niveau budgétaire.

Tableau 1 : Activité budgétaire du projet

Résultat/numéro du produit	Nom du produit	RUNO(s)	Budget par produit du programme	Commentaires (c.à.d. sur la justification concernant les types d'apports fournis ou le budget)
Résultat 1 : La confiance au sein des forces de défense et de sécurité, d'une part et la confiance des populations à l'égard des forces de défense et de sécurité d'autre part, est renforcée pour des élections apaisées et sécurisées				
Produit 1.1	Les femmes, les jeunes et les acteurs locaux participent activement à la RSS au niveau décentralisé et déconcentré	PNUD RSS (lead tech.) ONUFEMMES C.A	150,000	Assister à la formation et l'animation des commissions décentralisées/déconcentrées RSS. En complément d'un autre projet sur la décentralisation RSS avec ONUCI RSS
Produit 1.2	Les services rendus aux femmes, jeunes et aux populations par les acteurs de sécurité sont plus efficaces grâce aux appuis techniques et matériels apportés dans le cadre du programme	PNUD UNPOL (lead technique) : PNUD UNFPA : UNICEF : ONUFEMMES	1,100,000	En complément du projet IRF en cours qui va viser des formations initiales et continues aux écoles de police et gendarmerie en genre, déontologie, maintien d'ordre, VIH/SIDA, éthique, sécurisation du processus électoral et visant la mise

**PRF – PROLONGATION/RÉALLOCATION BUDGÉTAIRE D'UN PROJET PRF
SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL**

FORMULAIRE 3.5

				en œuvre du Plan d'Action National pour la protection de l'enfant. Il s'agira également de réhabilitation et d'équipements estimés à 500 000 USD
Produit 1.3	La confiance des femmes, des jeunes et la société civile à l'égard des forces de défense et de sécurité est accrue	UNDP : UNPOL CA : ONUFEMMES (conseil)	250,000	Appuis aux Comités consultatifs d'éthique en synergie avec le dialogue social
Résultat 2 : La confiance entre les populations en particulier les victimes de la crise post-électorale envers les institutions nationales est renforcée à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre stratégique pour la cohésion sociale et la mise en œuvre des recommandations de la CDVR notamment celles relatives aux réparations des victimes				
Produit 2.1	Le Gouvernement est accompagné dans le renforcement des capacités des mécanismes de justice transitionnelle (indemnisation des victimes)	PNUD OHCHR lead technique) UNICEF (conseil) ONUFEMMES (conseil)	450,000	En prévision des réformes et recommandations à accompagner en matière de justice transitionnelle et de réconciliation
Produit 2.2	Les synergies entre les mécanismes de justice transitionnelle, de réconciliation nationale et de cohésion sociale sont renforcées	PNUD OHCHR (lead tech) : UNICEF : ONUFEMMES CA :	350,000	Actions en complément de la budgétisation du programme 2 PBF en cours de formulation sous le lead de l'UNFPA
Résultat 3 : Les partis politiques, les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes et les médias sont transformés en « agent de paix et de cohésion » pour que le processus électoral se déroule de façon participative, démocratique, inclusive et sans violence				
Produit 3.1	Les plateformes de dialogue entre les femmes, les jeunes, les partis politiques, les organisations de la société civile, les médias sont créés et renforcés en vue de créer les conditions optimales de prévention de la violence électorale	PNUD : UNESCO : ONUFEMMES CA : Political Affairs PIO	400,000 300,000	Renforcer les plateformes de dialogue avec les OSC, les jeunes, les femmes, les partis politiques, les structures étatiques à la résolution non violente des conflits et à la cohésion sociale et appuyer la CEI. Initier des rencontres avec les parties politiques, organiser des activités de rapprochement communautaire et des sensibilisations
Produit 3.2	La participation citoyenne et plus particulièrement celles des femmes et des jeunes est en nette	ONUFEMMES : PNUD : CA : Political Affairs UNESCO	200,000 200,000	En complément des activités en cours sur le projet IRF « genre et consolidation de la paix » qui visent à accroître la

	progression notamment grâce au soutien apporté à des initiatives menées en leur faveur			participation et la représentativité des femmes au processus électoral
Produit 3.3	Le processus électoral est appuyé et renforcé pour une participation inclusive et une appropriation locale et nationale accrue	PNUD : Political Affairs UNESCO ONUFEMMES Civil Affairs	1,300,000	- Mise en place d'un groupe de contact ; - Soutiens/Conseils à l'analyse et réponses d'incidents ; - Mise en place de groupes de pressions au niveau régional pour la paix et des élections apaisées ; - Promotion du dialogue entre les acteurs nationaux et Prévention/gestion des conflits Appui aux formations des acteurs nationaux pour la tenue effective des élections sécurisées Appui à la mise en place des « situations room » Communication institutionnelle et éducation civique
TOTAL			4,700,000	
Résultat 4 : Appui à la mise en œuvre et Suivi Evaluation et communication				
Produit 4.1	La coordination effective des acteurs et la réalisation des activités est assurée grâce à l'appui de l'équipe de mise en œuvre	PNUD	300,000	Suivi évaluation, communication missions ateliers/séminaire et fonctionnement d'une équipe de gestion
TOTAL			5,000,000	

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO³

PROJET DE BUDGET PBF – RUNO 1					
Catégories de dépense	Budget d'origine PNUD	Budget d'origine UNESCO	Budget d'origine ONUFEMMES	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé
1. Personnel et autres employés	530,000			0	530,000
2. Fournitures, produits de base, matériels	280,000	30,000	20,000	0	330,000
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	387,400			0	387,400
4. Services contractuels	2,312,000	205,374	132,000	0	2,649,374
5. Frais de déplacement	290,208	15,000	14,916	0	320,124
6. Transferts et subventions aux homologues	200,000			0	200,000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	206,000	30,000	20,000	0	256,000
Sous-total	4,205,608	280,374	186,916	0	4,672,897
8. Coûts indirects*	294,392	19,626	13,084	0	327,103
TOTAL	4,500,000	300,000	200,000	0	5,000,000

* Le taux ne doit pas dépasser 7 % du total des catégories 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémoire d'accord du Fonds, et doit être conforme aux règles et procédures de chaque RUNO. On notera que les coûts directs induits par l'Agence exécutant le projet doivent être comptabilisés dans la rubrique budgétaire correspondante, conformément aux règlements, règles et procédures de l'Agence en question.

³ Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une demande de prolongation n'ayant pas d'impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux du descriptif de projet d'origine approuvé.